



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

attaques chimiques en Syrie

Question au Gouvernement n° 795

Texte de la question

ATTAQUES CHIMIQUES EN SYRIE

M. le président. La parole est à M. Joaquim Pueyo, pour le groupe Nouvelle Gauche.

M. Joaquim Pueyo. Monsieur le président, ma question s'adresse aussi à M. le Premier ministre.

Le 7 avril dernier, une attaque chimique a tué à Douma cinquante Syriens.

M. Jean Lassalle. Prouvez-le !

M. Joaquim Pueyo. Tout porte à croire que Damas est à l'origine de ce massacre. J'encourage ceux qui doutent encore de la cruauté et du caractère impitoyable du régime de Bachar el-Assad à regarder les photos relayées par l'Agence France-Presse ou les images que les organisations locales nous font parvenir. On y voit des enfants suffocants, aspergés d'eau pour limiter les effets du gaz ou encore un amas de cadavres entassés dans une petite pièce.

Si nous ne sommes pas en mesure de mettre fin à ces massacres par tous les moyens en notre possession, il sera inutile de dire : maintenant ça suffit !

M. Pierre Cordier. Il a raison !

M. Joaquim Pueyo. En août 2013, l'ONU votait la résolution 2118 décidant le démantèlement de l'arsenal chimique syrien. Cinq ans déjà se sont écoulés depuis et nous avons pourtant été, à plusieurs reprises, confrontés à cette barbarie. Massacres aux armes conventionnelles et chimiques, viols ou tortures dans les prisons rappelant les pires heures concentrationnaires doivent être condamnés avec la plus grande force.

Le manque de réactions internationales fortes a laissé s'installer un sentiment d'impunité. Les exactions s'enchaînent et nous ne pouvons que constater notre incapacité à y mettre un terme. Les diplomatie française et européenne ont, par le passé, démontré leur efficacité sur des sujets complexes comme le nucléaire iranien.

Loin d'un discours va-t'en guerre, nous devons aussi envisager la possibilité d'une réponse proportionnée et circonscrite, s'inscrivant dans le cadre international. Il s'agirait aussi bien de porter un coup à la capacité d'action du régime que d'envoyer un message clair au président syrien et à ses alliés.

Monsieur le Premier ministre, l'ONU et les pays attachés au droit international doivent impérativement exiger des comptes non seulement du régime syrien, mais également des puissances qui le soutiennent.

M. Laurent Furst. Et au Yémen, il ne se passe rien ?

M. Joaquim Pueyo. Ma question est simple : quelle réponse la France compte-t-elle apporter à ces massacres, en coopération avec l'Union européenne et les pays respectueux de la légalité internationale ?
(*Applaudissements sur les bancs du groupe NG ainsi que sur quelques bancs du groupe La REM.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre chargée des affaires européennes.

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes. Monsieur le député, samedi 7 avril, deux attaques chimiques ont été perpétrées en Syrie, à Douma, dans la Ghouta orientale. Des gaz – dont, sans aucun doute, du chlore qui, parce que c'est un gaz lourd, descend au sol et pénètre jusque dans les caves où se réfugient les civils – ont été utilisés pour tuer et pour terroriser.

M. Jean-Paul Lecoq. Semble-t-il ! Ce n'est prouvé ni par l'ONU ni par personne d'autre !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Les symptômes observés laissent également penser à l'utilisation combinée d'un neurotoxique puissant. Qui est à l'origine de ces attaques ? Ceux qui disposent du savoir-faire pour développer de telles substances, ceux qui croient en tirer un avantage militaire. Qui d'autre, dans ces conditions, que les forces armées syriennes ?

Quelle est la responsabilité de la Russie ? Pas un avion syrien ne décolle sans que les Russes en soient informés : il y a donc une responsabilité des alliés proches de la Syrie.

M. Jean-Paul Lecoq. Propagande !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Quelle est notre responsabilité ? Nous avons saisi le Conseil de sécurité de l'ONU, et le président de la République s'est entretenu à plusieurs reprises avec le président Trump, avec Mme May.

M. Jean-Paul Lecoq. Nous voilà rassurés !

Mme Nathalie Loiseau, ministre. Nous devons agir pour que plus jamais l'usage d'armes chimiques ne se fasse dans la plus totale impunité : nous voulons une réponse forte et résolue de la communauté internationale.

La France assumera toutes ses responsabilités dans la lutte contre la prolifération chimique : elle tiendra ses engagements ; elle tiendra sa parole. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Joaquim Pueyo](#)

Circonscription : Orne (1^{re} circonscription) - Nouvelle Gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 795

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 avril 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 avril 2018](#)